

MOTION DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE ADOPTÉE AU 79^{ème} CONGRÈS - MERLIEUX, LE 22 AOÛT 2021 - CONCERNANT LE SER- VICE NATIONAL UNIVERSEL (S.N.U.)...

Après une première phase «*test*», en juin 2019, au cours de laquelle 2.000 volontaires âgés de 15 et 16 ans avaient pu essuyer les plâtres d'un programme aberrant, rétrograde, nationaliste et autoritaire, après une deuxième phase durant l'été 2020, repensée à minima en raison de la pandémie liée à la COVID-19, l'État revient à la charge, maintient son calendrier et compte bien rendre pérenne et obligatoire le *Service national universel* (S.N.U.).

Lors de son 78^{ème} congrès, en juin 2019, la *Fédération anarchiste* entendait signifier son opposition stricte au S.N.U. (voir la motion «*NON, le Service national universel ne passera pas!*»), une position que nous réaffirmons aussi fermement qu'il y a deux ans, d'autant plus que les contours du programme, alors balbutiant, apparaissent maintenant de manière bien plus claire.

Rappel de l'épisode précédent...

On se souvient, en juin 2019, des images de jeunes en uniforme bleu marine, casquette et cocarde tricolore sur la poitrine, au garde-à-vous, chantant la *Marseillaise* devant caméras, préfets et ministres enthousiasmés à l'idée de participer à leur manière bien particulière à l'éducation de 2.000 volontaires soigneusement triés sur le volet. La communication devait être parfaite car l'enjeu était de taille! Il s'agissait bien de promouvoir deux semaines d'encasernement, rythmées par les levers de drapeau, les chants patriotiques, le sport, les formations aux premiers secours et aux valeurs de la République, les cours d'histoire les récitations chorales du roman national...

Ni la rudesse, l'encadrement fraîchement sorti de Saint-Cyr, ni les séances punitives de pompes collectives, ni les syncopes dues aux longues commémorations d'un 18 juin particulièrement chaud ne semblaient alors émousser la motivation des jeunes volontaires acquis à la cause nationale, et dont une très grande partie disait s'accorder sans peine du bleu, du kaki et du traitement qui va avec, puisque au moins deux de ces ingrédients feraient sans doute partie de leur métier à venir...

Cette année...

Ce qui concernait 2.000 volontaires en 2019 devrait concerner à l'horizon 2024, de manière progressive, 800.000 enrôlés, bien évidemment, de manière obligatoire!

D'ici là, puisque la deuxième étape de la mise en place du S.N.U. n'a pas pu avoir lieu exactement comme prévu en 2020, il s'agit de ne surtout pas rater le rendez-vous de 2021, quitte à revoir les effectifs à la baisse: ce seront finalement 18.000 jeunes qui participeront au S.N.U. partout en France, contre les 150.000 prévus. Et pour les trouver, comme pour les encadrer, le gouvernement a mis les petits plats dans les grands: référents S.N.U. dans certains lycées, coordinations départementales, ouverture des *Contrats d'Engagement Éducatif* (C.E.E.) aux militaires, obligation faite aux associations et fédérations d'éducation populaire de signer une déclaration commune «*afin de renforcer leur action dans la lutte contre le séparatisme*», les engageant à «*aider les populations à retrouver fierté dans la Nation et confiance dans la République*» et leur interdisant de questionner les contours de ce «*socle républicain*», etc...

Contre la soumission de la jeunesse...

Pour défendre le S.N.U., Emmanuel Macron répète qu'«*il ne s'agit pas de réinventer le service militaire*

mais de donner à la jeunesse de France des causes à défendre, des combats à mener dans les domaines social, environnemental, culturel» (1).

La «jeunesse de France» n'aurait selon lui plus goût à rien? Elle manquerait d'engagement, d'implication ou d'idées? En bref, les jeunes auraient bien besoin qu'on les secoue! C'est oublier un peu vite son implication contre la «*loi Travail*», pour la défense des retraites, contre les réformes Blanquer. Les jeunes se mobilisent en soutien aux exilés, font grève contre l'inaction climatique... En fait, les raisons de s'engager ne manquent pas, et Macron en donne déjà pas mal!

Derrière la prétendue volonté de valoriser l'engagement des jeunes, il faut voir une politique faisant de la jeunesse une menace, un ennemi intérieur, voire «séparatiste»!

A ce sujet, Sarah El Haïry, secrétaire d'état chargée de la Jeunesse et de l'Engagement déclare que «chanter la "Marseillaise" et donner du respect au drapeau font partie d'un moment d'unité citoyenne. Donc si, au cours du séjour, un jeune refuse de chanter "la Marseillaise", d'assister au lever des couleurs, ou de porter l'uniforme, il devra quand même s'y conformer» (2). On imagine facilement que le développement de l'esprit critique et le débat ne seront pas vraiment les priorités du SNU. On peut également s'interroger sur les moyens à disposition pour obliger les jeunes à «se conformer»...

Loi de programmation des universités limitant considérablement les mobilisations étudiantes, manipulation syndicale, S.N.U. obligatoire, répressions policières en tout genre, etc... Tout ceci procède de la même logique: ce que veut le gouvernement, ce n'est pas que la jeunesse s'engage, c'est qu'elle marche au pas!

Malgré les efforts du gouvernement pour faire la pub du S.N.U., qui peut sérieusement penser qu'un programme directement inspiré de l'univers militaire permettra de répondre aux inquiétudes légitimes de la jeunesse? Que le port de l'uniforme annule les inégalités dont certains se sentent à juste titre les victimes? Que passer deux semaines à réciter le roman national répondra à la colère d'une partie de la jeunesse qui doute du fait que la République les traite à égalité? Ça n'était pas vrai durant le service militaire, ce ne sera toujours pas le cas avec sa nouvelle version.

En 2018, le S.N.U. a changé de ministère de tutelle. Passant de celui de la Défense à celui de l'Éducation nationale. Cette grande institution qui a massivement recours aux contrats précaires, qui méprise et maltraite ses personnels et ses élèves. Ce ministère pour lequel on nous répète depuis des années qu'il n'y a pas «d'argent magique».

On serait en droit de se demander si le budget faramineux alloué au S.N.U. ne serait pas mieux utilisé à recruter de nouveaux enseignantes et enseignants, à faire baisser le nombre d'élèves par classe, bref, à mettre en place une vraie politique d'éducation qui viserait l'émancipation des élèves et le développement de leur esprit critique en se basant sur des professionnels dont c'est le quotidien...

... Et les remises en causes répétées des droits de travailleurs

Le gouvernement ne cesse d'expliquer la grande valeur éducative du S.N.U., en énumérant les associations d'éducation populaire intégrées au programme. Et il est vrai qu'elles sont nombreuses.

Ces associations, qui représentent 680.000 personnes salariées et 6 millions de bénévoles se retrouvent donc vidées de leur sens, dépolitisées, chargées de l'application des politiques publiques et privées de subventions si elles refusent de «se conformer».

De plus, tous les jeunes passant par le S.N.U. devront, à la suite des deux semaines en «brigades», effectuer «84 heures de mission d'intérêt général (MIG), à réaliser dans l'année qui suit le séjour de cohésion au sein d'un service public, d'une association, d'une collectivité, d'un corps en uniforme, etc...» (3). Autrement dit, les jeunes remplaceront des emplois aujourd'hui occupés par des employés qui ont un salaire, une convention collective ou un statut, la possibilité de s'organiser syndicalement, des droits individuels et collectifs. Ils seront très vivement encouragés à poursuivre leur engagement volontaire par un service civique, dans les mêmes conditions de précarité.

Nous devons nous opposer au SNU !

(1) www.lemonde.fr, 31/01/18

(2) www.leparisien.fr, 10/01/21

(3) www.education.gouv.fr

Derrière la communication gouvernementale, on comprend facilement que le *Service national universel* est une opération de soumission de la jeunesse, autoritaire et anachronique, complètement déconnectée des principaux concernés et d'un mépris absolu pour celles et ceux qui ont choisi pour métier d'accompagner les plus jeunes dans le développement d'une pensée libérée, émancipée et faisant du doute et de la critique les fondements d'une société saine et démocratique.

Aujourd'hui et demain, comme nous l'avons fait au temps du service militaire, par l'information auprès des jeunes et des parents, par diverses actions décentralisées, en lien avec les associations et syndicats refusant cette vaste entreprise d'embrigadement nationaliste et patriotique, la *Fédération anarchiste* fera tout pour enterrer le S.N.U.
